

OBAMA OU L'ESPOIR DÉÇU

■ FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG ■

Les jurés du Nobel n'auront attendu que quelques mois après son installation à la Maison-Blanche, en janvier 2009, pour attribuer à Barack Obama le prix Nobel de la Paix. Ce choix surprit le monde entier mais fut cependant bien reçu tant l'aura du nouveau président était encore intacte. Le récipiendaire ne fut pas le moins étonné : il avoua même son embarras, avant de mettre à profit la cérémonie de remise du prix pour livrer à Oslo, dans un discours de noble facture, sa vision des relations internationales dans le monde d'aujourd'hui. La décision des jurés de l'auguste institution scandinave faisait d'Obama le troisième président des États-Unis en exercice, après Théodore Roosevelt en 1906 et Woodrow Wilson en 1919, à recevoir la prestigieuse récompense. Et pourtant son mandat n'était qu'à peine entamé, et le prix ne pouvait donc couronner un bilan, ni un exploit historique : il n'avait pas gagné de guerre contre l'Espagne, ni signé de traité de Versailles. Ce n'est qu'une somme d'espoirs que le Nobel entendait saluer.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Obama ou l'espoir déçu

Cette décision controversée venait en effet couronner le mouvement d'euphorie suscité par la victoire d'Obama à l'élection de novembre 2008. En tournant la page sur les deux mandats de George W. Bush et le règne des néoconservateurs, qui avaient donné de l'Amérique l'image la plus dure et la plus intolérante, la victoire du jeune sénateur de l'Illinois paraissait annoncer l'avènement d'une ère nouvelle qui verrait la renaissance de l'internationalisme wilsonien, redorerait l'image libérale des États-Unis dans le monde, et renouerait avec l'idéalisme et l'optimisme fondamentaux du rêve américain. La campagne brillante et tonique du candidat démocrate (« *Yes we can !* ») le laissait espérer.

Barack Obama apparaissait en outre comme un président d'un type nouveau. Parce qu'il était, bien sûr, le premier président de couleur des États-Unis, incarnant ainsi, cent cinquante ans plus tard, la vision de Lincoln. Mais aussi par le caractère totalement inédit et inorthodoxe de son personnage : métis, fils d'un immigrant kényan et d'une Américaine du Kansas, né à Hawaï, élevé en Indonésie, avocat brillant formé à la Harvard Law School, travailleur social dans le South Side de Chicago, élu local de l'Illinois mais entré de très fraîche date dans la politique fédérale (il n'a été élu sénateur qu'en 2004), dépourvu de tout bilan législatif discernable, il venait cependant de triompher de Hillary Clinton dans les primaires démocrates en ayant fait irruption sur la scène nationale quelques mois seulement avant d'être élu président. La jeunesse, l'élégance, le brio, les extraordinaires qualités d'orateur de ce nouveau venu avaient séduit bien au-delà des frontières des États-Unis. L'Europe, dont les opinions publiques avaient depuis longtemps rejeté la présidence Bush, son bellicisme et son obsession sécuritaire, lui fit ainsi un triomphe, dont l'octroi du Nobel fut à la fois l'expression et l'apogée. Le reste du monde l'accueillit avec davantage de circonspection, et se cantonna dans une expectative plus prudente : mais ses premières sorties et ses premiers discours (à Istanbul, à Prague, au Caire) suscitèrent un vif intérêt. Obama redécouvrait l'internationalisme, faisait profession d'humilité et d'écoute de ses partenaires, renouait avec la vision cartésienne d'un monde délivré de l'arme nucléaire, et tendait la main avec sincérité au monde musulman. Le ton était neuf, les intentions nobles, la vision généreuse.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Obama ou l'espoir déçu

Trois ans plus tard, la désillusion est forte et sans doute aussi excessive que l'avait été l'enthousiasme initial. L'« obamania » des premiers mois a fait place au désenchantement. À un an de l'élection, le président oscille autour de 50 % dans les sondages de popularité. Il a perdu voici un an les élections *midterm*, et une majorité républicaine bruyante et hostile a pris le contrôle de la Chambre des représentants. Ses ennemis ultraconservateurs se montrent venimeux à son endroit. Ses supporters libéraux se disent ouvertement déçus. L'économie américaine flirte avec la récession depuis le début de l'année 2009, la croissance est molle et précaire, les déséquilibres se creusent, les États-Unis se découvrent à leur tour affligés du fléau d'un chômage élevé et chronique de type européen. Ils ne savent comment réduire les déficits abyssaux de leurs finances publiques, ils ont perdu leur AAA, républicains et démocrates s'affrontent violemment mais sans issue sur le déficit budgétaire, et le moral d'une Amérique qui s'inquiète de perdre son rang flageole. Affrontements idéologiques et acrimonie dominent comme jamais la vie politique à Washington, et le jeu des institutions paraît grippé.

Comment en est-on arrivé là ?

Il faut d'abord reconnaître que, quelles que soient ses éminentes qualités et sa virtuosité dans le maniement du verbe, Barack Obama à son avènement a suscité des espoirs très excessifs. Le nouveau président trouvait, à son installation dans le bureau ovale, une montagne de problèmes d'une extrême acuité. La crise financière de l'automne 2008, aux immenses répercussions, était la plus grave depuis celle de 1929, et menaçait d'entraîner le monde dans une récession. Les deux guerres d'Irak et d'Afghanistan, qui coûtent une fortune en vies humaines comme au Trésor américain, paraissaient sans issue, et les États-Unis se trouvaient engagés dans ces deux pays dans un effort de *nation building* interminable. Nul n'aurait pu venir à bout de tels problèmes en un court délai.

Un second élément est que la victoire du candidat démocrate sur le sénateur McCain avait donné à tort l'impression que le cycle républicain entamé avec l'élection de Ronald Reagan était arrivé à sa fin. La défaite de McCain avait été celle des républicains modérés, qui se sont

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Obama ou l'espoir déçu

ensuite tapis dans le mutisme, mais la victoire d'Obama avait occulté la vigueur du sentiment conservateur et des pulsions populistes au sein de la droite républicaine. L'émergence du mouvement des Tea Parties dès la première année du mandat du nouveau président en a été la manifestation la plus troublante, et a déplacé vers la droite une opposition d'abord décontenancée, mais vite devenue stridente.

Par ailleurs, les succès des premières années ont été rares ou coûteux. Le président avait fait de la réforme du système de santé et de la couverture des frais médicaux aux États-Unis la priorité de son premier mandat : il est parvenu laborieusement, au bout de deux ans, à une loi hybride sur la réforme du Health Care qui a à la fois exaspéré ses opposants et déçu ses partisans. Mais cet effort a mobilisé tant d'énergie et a tant pesé sur l'agenda du Congrès qu'il n'a laissé aucune place à d'autres réformes sinon à celle, dictée par les circonstances mais elle aussi incomplète, de la régulation financière. Ainsi, rien de significatif n'a été fait sur l'immigration, l'énergie ou le changement climatique. En politique étrangère, malgré les initiatives souvent courageuses de M. Obama, les succès ont été rares, et les adversaires bien peu coopératifs. Des tonalités de guerre froide continuent ainsi de dominer les relations avec la Russie, malgré les efforts d'Obama pour « remettre les compteurs à zéro » ; l'Iran a refusé le dialogue et tourné le dos à la main tendue, et poursuit, en dépit des sanctions, le développement de sa politique nucléaire ; la Chine a mal reçu le président lors de sa visite de l'automne 2010 ; et Israël lui a infligé une succession de camouflets dans ses efforts pour redonner vie au processus de paix moribond avec les Palestiniens.

L'image de Barack Obama est ressortie écornée de cet ensemble d'échecs ou de demi-succès. Le président aura démontré à diverses reprises (lors de la réforme du Health Care, ou ces derniers mois dans la bataille qui oppose républicains et démocrates au Congrès sur le plafond de la dette et les coupes budgétaires) une visible répugnance à descendre dans l'arène et à prendre part personnellement, comme l'aurait fait un Bill Clinton, aux indispensables marchandages politiques avec les uns et les autres. Il semble vouloir se tenir à l'écart de la mêlée et préférer, comme le dit l'un de ses critiques les plus clairvoyants, « présider plutôt que diriger » (1). Surtout, il prête souvent le flanc à l'accusation de manque de *leadership*. Bien sûr, il a su agir avec décision dans l'opération qui a mené à l'exécution d'Oussama

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Obama ou l'espoir déçu

Ben Laden. Mais en revanche il aura pris plus de neuf mois pour conduire le réexamen de l'engagement américain en Afghanistan, et parvenir en fin de compte à une cote mal taillée qui combine l'augmentation du niveau des troupes à l'annonce du début de leur retrait en 2014. Et, dans l'affaire israëlo-palestinienne, il a commis l'erreur de poser à Israël des conditions (sur l'arrêt de la colonisation, sur le retour aux frontières de 1967) qu'il n'avait pas les moyens de faire respecter, ce qui lui a valu une rebuffade publique et humiliante.

Aussi ses critiques sont-ils légion. Ils vont des démocrates déçus aux Européens qui l'applaudissaient naguère, en passant par les alliés arabes qui s'inquiètent du lâchage de Moubarak ou du recul sur la Palestine. Ses adversaires irréductibles, eux, n'ont jamais désarmé. Ce sont évidemment les républicains conservateurs qui portent comme un drapeau leur volonté d'empêcher sa réélection et dont certains, par fanatisme ou bigoterie, vont jusqu'à contester contre toute évidence qu'il soit né aux États-Unis et donc éligible à la présidence, ou à dénoncer le caractère musulman de son deuxième prénom (Husseïn) qui ferait de lui un fourrier secret de l'islamisme radical.

Est-ce à dire qu'il risque, à l'instar de son prédécesseur démocrate Jimmy Carter, lui aussi pétri de bonnes intentions mais dirigeant velléitaire, de voir son règne limité à un seul mandat ? Nombreux sont, même parmi ses partisans, ceux qui redoutent depuis ses débuts le phénomène de « cartérisation ».

Rien n'est moins sûr : le raid contre Oussama Ben Laden offre une totale antithèse au fiasco de l'opération destinée, en 1979, à libérer les otages américains de Téhéran. Derrière sa silhouette souple et élégante, son approche parfois cérébrale des problèmes, et sa distance, souvent qualifiée de froideur, à l'égard de ses partenaires politiques, Barack Obama demeure un redoutable stratège. Il a démontré en 2008 ses qualités de candidat, et peut les retrouver dans la campagne qui s'amorce. À un an de l'élection de 2012 les jeux sont loin d'être faits. Sa réélection dépendra de deux facteurs. De l'état de l'économie d'abord, et notamment de ce que sera la tendance de la courbe (plus que le niveau) du chômage au moment de l'élection. Et d'autre part du candidat républicain qui sortira des élections primaires : un candidat modéré du type de Mitt Romney représenterait un danger autrement redoutable qu'un conservateur religieux qui aurait l'aval des populistes des Tea Parties, mais risquerait d'effaroucher indépendants et modérés.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Obama ou l'espoir déçu

Encore faut-il que le président, pour rebondir, sache rallier les troupes qu'il avait su si bien mobiliser pour la campagne de 2008, et redonne notamment aux jeunes et aux libéraux la foi en lui qui semble aujourd'hui s'être éteinte. Il lui faut pour cela se départir de l'image d'intellectuel distingué, mais trop au-dessus de la mêlée, qui semble aujourd'hui lui coller à la peau. Intelligent et fin politique, il semble avoir compris qu'il lui faut désormais enfiler des gants de boxe. Il l'a fait notamment cet automne dans le débat sur les finances publiques, choisissant de heurter de front les républicains en préconisant des hausses d'impôts et en menaçant de mettre son veto aux coupes dans les programmes sociaux que ceux-ci préconisent, comme s'il voyait dans le combat frontal sa meilleure chance de victoire. Il le fait aussi, dans l'ordre international, en haussant le ton face à la Chine, entreprenant une tournée asiatique, énonçant son intention de redéployer, à la faveur des retraits de troupes d'Irak et d'Afghanistan, le dispositif stratégique américain vers le Pacifique, annonçant ainsi l'ouverture prochaine d'une base en Australie, et proclamant son intention de contrer les appétits de Pékin en mer de Chine.

L'homme est intelligent, fin, et connaît bien le monde. Il a bien compris les enjeux, bien analysé les changements rapides dans les rapports de force et les défis qui se posent à l'Amérique, bien mesuré aussi la profondeur du malaise qu'éprouve le peuple américain et de l'impasse politique à Washington. Il a toujours prouvé qu'il savait trouver les mots : il lui faut à présent adopter les attitudes et les postures d'un président de crise. Il a sans doute la capacité de se réinventer. Barack Obama est loin d'avoir dit son dernier mot.

Paris, le 25 novembre 2011

1. Ron Suskind, *Confidence Men. Wall Street, Washington, and the Education of a President*, Harper Collins, New York, 2011.

■ François Bujon de l'Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd'hui président d'une société de conseil en stratégies internationales, et conseiller international d'une grande banque américaine en France.